

Shom
Etablissement public à caractère
administratif sous tutelle du
ministère des armées
13 rue du chatellier CS 92803
29228 Brest cedex 2

Secrétariat général
Service des achats

**ACQUISITION D'ENREGISTREURS AUTONOMES DE VAGUES
ET DE HAUTEUR D'EAU ET PIÈCES DÉTACHÉES**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE N°25AC09

Sommaire

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION	4
ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT.....	4
ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION.....	5
ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 8 - MARCHES COMPLEMENTAIRES.....	6
ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
9.1 Représentation des parties	6
9.1.1 Représentation de l'acheteur.....	6
9.1.2 Représentation du titulaire.....	6
9.2 Conditions d'exécution	6
9.2.1 Remplacement des intervenants	6
9.2.2 Emission et exécution des bons de commande	7
9.2.3 Exigences relatives aux prestations	8
9.3 Obligations du titulaire	8
9.3.1 Obligation de conseil	8
9.3.2 Obligation d'information	8
9.3.3 Mesures de sécurité.....	8
9.4 Responsabilité du titulaire.....	8
9.5 Considérations sociales	8
9.6 Considérations environnementales.....	9
9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre	9
9.8 Traitement de données à caractère personnel.....	9
9.9 Clause de réexamen.....	10
9.10 Constatation de l'exécution des prestations	10
9.11 Garantie.....	11
9.12 Pénalités	11
9.12.1 Pénalités de retard.....	11
9.12.2 Pénalités pour travail dissimulé	12
9.12.3 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant	12
ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER.....	12
10.1 Forme et contenu des prix	12
10.2 Le titulaire est installé en France	13
10.3 Le titulaire est installé hors France dans l'Union européenne en zone euro	13
10.4 Le titulaire est installé dans l'Union européenne hors zone euro	13
10.5 Le titulaire est installé hors Union européenne.....	13
10.6 Variation des prix	14
10.7 Variation du taux de change	15
10.8 En cas d'actualisation, le nouveau prix est appliqué par insertion du nouveau taux de change au bordereau des prixAvances.....	15
10.9 Modalités financières	15
10.9.1 Répartition des paiements.....	15
10.9.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire	16
10.9.3 Intérêts moratoires.....	16
10.9.4 Modalités de facturation	17
10.9.5 TVA.....	18
10.9.6 Monnaie.....	18
10.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	18
ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES	19

11.1	Echanges dématérialisés	19
11.2	Langue.....	19
11.3	Sous-traitance	19
11.4	Propriété intellectuelle	20
11.5	Assurances.....	20
11.6	Autres obligations administratives	20
11.7	Résiliation	21
11.8	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	21
11.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	21
11.10	Différends	25
11.11	Litiges et contentieux	25
ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG		25

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION

EPA Shom

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest Cedex 2

Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou un délégataire habilité.

ARTICLE 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet l'acquisition d'enregistreurs autonomes de vagues et de hauteur d'eau et pièces détachées

L'accord-cadre porte sur des prestations de fournitures.

Code CPV de la consultation : 38423000 - Matériel de mesure de la pression.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

ARTICLE 4 - FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre est composé de 4 postes, comme suit :

- ✓ Poste 1 : Enregistreur autonome de vagues et de hauteur d'eau,
- ✓ Poste 2 : Pièces de rechange,
- ✓ Poste 3 : Formation,
- ✓ Poste 4 : Prestations de service.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande.

Le montant maximal du présent accord-cadre est fixé à 450 000 € HT, reconductions incluses.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une première période de 12 mois.

L'accord-cadre peut être reconduit de manière tacite, 3 fois par période consécutive de 12 mois, dans la limite d'une durée maximale de 48 mois à compter de sa date de notification.

Les reconductions interviendront à la date anniversaire du contrat.

Dans le cas d'une non reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la fin de validité de la période en cours, avec un préavis de trois mois.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commandes conclus continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

ARTICLE 6 - LIEU D'EXECUTION

La formation peut avoir lieu au Shom à Brest ou dans les locaux définis par le titulaire.

Le lieu de livraison des prestations objet du présent accord-cadre est :

Shom – Division Ingénierie des équipements scientifiques

13 rue du Chatelier – 29200 Brest

Modalités spécifiques de réception du site du Shom Brest :

La réception des commandes doit se faire du lundi au vendredi, de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h00.

Le titulaire s'engage à informer le transporteur des conditions de livraison prévues au présent CCAP.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées de manière à ce qu'elles puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents aux opérations de chargement, transport, déchargement.

Chaque colis doit comporter une étiquette extérieure en langue française mentionnant:

- le nom du titulaire,
- les références de l'accord-cadre et du bon de commande,
- la désignation de la fourniture,
- les quantités,
- le service destinataire.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) incluant le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complété par le titulaire ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels désignés qui expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions de l'accord-cadre prévalent sur celles qui figureraient dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Shom et le titulaire préalablement à la signature du contrat.

ARTICLE 8 - MARCHES COMPLEMENTAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de fournitures complémentaires en application des dispositions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification de l'accord-cadre, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé

accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Emission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Notamment, en cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est mentionné dans le bon de commande ; à défaut il s'agit de sa date de notification.

Le délai de livraison est indiqué sur le bon de commande.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro du bon de commande ;
- le numéro de l'accord cadre 25AC09 ;
- le code du service exécutant (FACTURES_FOURNISSEURS) ;
- la désignation et la quantité des prestations commandées par référence au bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le prix correspondant en € hors taxes (HT) ;
- le montant total en € HT du bon de commande ;
- le n° d'engagement juridique.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Toute demande de report de délai doit impérativement être transmise au Shom avant la fin du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 6 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

9.2.3 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.6 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental **et des critères de sélection concernant notamment :**

- la composition des éléments du système, notamment concernant la présence de matériaux recyclés, de substances dangereuses, de métaux précieux et/ou de terres rares.
- la gestion des déchets créés lors de l'exécution des prestations de maintenance, notamment pour les déchets dangereux.
- les caractéristiques environnementales – durée de vie du système (durabilité, réparabilité).

9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de [l'article L.229-25 du code de l'environnement](#).

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

9.8 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le

responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.

Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

9.9 Clause de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, une procédure de réexamen du présent contrat pourra être menée dans les hypothèses suivantes :

- modifications liées à la société du titulaire : le titulaire transmettra une attestation à l'acheteur en cas de changement de dénomination sociale, coordonnées bancaires, adresse ;
- évolutions du bordereau des prix à la demande de l'acheteur ou sur proposition du titulaire en lien avec l'objet du présent accord-cadre : le titulaire transmettra une proposition tarifaire qui sera acceptée ou refusée par l'acheteur dans le cadre de changement de références, de besoin de nouvelles pièces, de fournitures devenues obsolètes, de nouvelles technologies ;
- si des modifications ou évolutions de la législation, de la réglementation ou de tout autre texte externe s'imposant de droit au pouvoir adjudicateur, entraînent des variations de charges ou la création de charges nouvelles, non prévisibles et mesurables ;
- en cas de modification du taux des droits de douane, le titulaire transmettra une demande justifiée qui sera acceptée ou refusée par l'acheteur.

9.10 Constatation de l'exécution des prestations

Les fournitures, la documentation et les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Poste 1 : Enregistreurs

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives se déroulent dans un délai de 45 jours calendrier maximum.

Le Shom prononce sa décision dans un délai d'un mois, maximum, après la fin des opérations.

Postes 2, 3, et 4 : Les opérations de vérifications se déroulent conformément aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Pour les postes 2, 3 et 4, la décision d'admission des prestations ne donne pas lieu à l'établissement d'un procès-verbal.

9.11 Garantie

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG FCS sauf si la durée mentionnée au BPU est supérieure, auquel cas cette dernière s'applique.

La garantie s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

9.12.1 Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1000 euros HT pour l'ensemble du marché.

9.12.2 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

9.12.3 Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- l'attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales, déclarations de résultats et de TVA, paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés,
- l'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois,
- l'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile),
- la liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

À défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires hors taxes figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-FCS (article 37.2.1 et suivants du CCAG-FCS) ;
- les frais liés aux opérations de vérification ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des **prestations sauf le transport**,
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- le suivi contractuel.

10.2 Le titulaire est installé en France

La monnaie de compte est l'euro.

La TVA est réglée par le Shom au titulaire.

Les prix en € HT sont toutes taxes comprises hors TVA et comprennent toutes les taxes et modalités d'importation le cas échéant.

10.3 Le titulaire est installé hors France dans l'Union européenne en zone euro

La monnaie de compte est l'euro.

La TVA est auto liquidée par le Shom et reversée directement aux services fiscaux français.

Les prix en € HT comprennent toutes les taxes et modalités d'importation le cas échéant.

10.4 Le titulaire est installé dans l'Union européenne hors zone euro

La monnaie de compte est la monnaie du pays d'immatriculation du titulaire.

La TVA est auto liquidée par le Shom et reversée directement aux services fiscaux français.

Les prix en € HT comprennent toutes les taxes et modalités d'importation le cas échéant.

10.5 Le titulaire est installé hors Union européenne

La monnaie de compte est la monnaie du pays d'immatriculation du titulaire.

Les prix en € HT comprennent les frais de transitaires, les différentes assurances, les frais de douane.

Transport :

La livraison du matériel par le titulaire est définie en **incoterm DDP** - Delivered Duty Paid.

Durant la période de garantie, le transport aller/retour de matériel pour une réparation ou un échange est à la charge du titulaire.

Hors période de garantie, le titulaire assure selon les besoins du Shom le transport aller et/ou retour des systèmes et/ou pièces de rechange entre les locaux du Shom à Brest et les locaux du titulaire. Ces transports sont remboursés sur présentation des factures acquittées.

Le montant des frais de transport est compris dans le montant maximum de l'accord-cadre.

10.6 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de juillet 2025 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont fermes pour la 1^{ère} période d'exécution de 12 mois et peuvent être révisés chaque année.

- **Les prix des postes 1 - enregistreurs et 2 - pièces détachées** sont révisables tous les ans par application au maximum de la formule suivante :

$$P = Po \cdot (Tm/To) \text{ arrondi au 100ème}$$

dans laquelle

P = prix révisé.

Po = prix de base figurant à l'accord-cadre.

Tm = valeur de l'indice révisé INSEE n°010764221 "Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation" en vigueur à la date de la révision, visible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).

To = valeur de l'indice révisé INSEE n° 010764221 "Instruments et appareils de mesure, d'essai et de navigation" en vigueur au mois d'établissement des prix.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

- **Les prix des postes 3 – services et 4- formation**, sont révisables tous les ans dans par application au maximum de la formule suivante:

$$P = Po \cdot (Sy/Syo) \text{ arrondi au 100ème}$$

dans laquelle

P = prix révisé.

Po = prix de base figurant à l'accord-cadre.

Sy = valeur de l'indice **Syntec** à la date de la révision.

Syo = valeur de l'indice **Syntec** en vigueur au mois d'établissement des prix.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés lors de chaque reconduction par application au maximum de la formule décrite ci-dessus.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit fournir, 2 mois avant la date de reconduction, au service des achats du Shom (sg-ach-all@shom.fr):

- Le nouveau bordereau des prix applicable l'année suivante ;
- Les informations nécessaires au contrôle du calcul de la révision (notamment les valeurs et dates des indices).

Les prix demeurent inchangés à défaut du respect de ces dispositions.

Les prix de l'accord-cadre sont fixes entre chaque révision, le prix d'un bon de commande est ferme et non révisable.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

10.7 Variation du taux de change

Si le cours de la monnaie du pays d'origine du matériel au jour de notification du bon de commande accuse une différence plus grande que +/-2 % par rapport au taux en vigueur, le prix est actualisé.

10.8 En cas d'actualisation, le nouveau prix est appliqué par insertion du nouveau taux de change au bordereau des prixAvances

Pour l'ensemble des postes de l'accord-cadre, il sera versé une avance de 20 % sur le montant HT d'un bon de commande > à 50 000 € HT et dont l'exécution est > à 2 mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le remboursement de l'avance est effectué selon l'article suivant.

10.9 Modalités financières

10.9.1 Répartition des paiements

Les avances et les acomptes sont organisés de la manière suivante :

Montant du BDC	Acompte/fait générateur	Solde
Inférieur à 50 000 euros et < à 2 mois	80 % à la livraison des prestations du BDC	
		20 % à l'admission
Inférieur à 50 000 euros et durée > à 2 mois	Acompte trimestriel jusqu'à la livraison	
	80 % du montant des prestations du BDC à la livraison	
		20 % à l'admission
supérieur ou égal à 50 000 euros et exécution > à 2 mois	Acompte trimestriel jusqu'à 80 % du montant	
	L'avance est récupérée sur les acomptes trimestriels	
	80 % du montant à la livraison des prestations du BDC	
		20 % à l'admission

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.9.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Un bon de commande de l'accord-cadre peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

10.9.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.9.4 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement),
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique),
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture,
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou des prestations
- le numéro d'engagement juridique.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.9.5 TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.9.6 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.10 **Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS DIVERSES

11.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique via le profil d'acheteur.

11.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

11.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

11.4 Propriété intellectuelle

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS
'inscrit son accord-cadre.

11.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

11.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

11.7 Résiliation

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en oeuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économique

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **10 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence [article 46.2 CCAG FCS] et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. [ex : **coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...**].

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

11.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

11.11 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal judiciaire compétent pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle est le tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG-FCS.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
9.10	28	Opérations de vérifications
11.7	42	Résiliation